

Avec la médiation animale ou l'activité catamaran pour déradicaliser les terroristes islamistes, on pensait que la DAP avait touché le fond (de la piscine) ... Bien loin du freinage d'urgence attendu, avec le « Kohlantess » du CP Fresnes, le ministère appuie sur le champignon ! Encore une fois, on en trouve toujours un pour prendre une pelle et continuer de creuser. Pour **L'UFAP UNSa Justice**, cette activité est aussi hors-norme qu'inappropriée : c'est une perte de contrôle et la ligne blanche a été franchie !

## Quelle image est donnée de la prison et des Personnels qui y exercent quotidiennement aux citoyens de notre pays !

Le constat est accablant pour le Ministère et la DAP : proposer du divertissement ne fera pas du temps de l'incarcération et de la sanction pénale un temps utile pour la société, les victimes et les détenus. **L'UFAP UNSa Justice** attend que le sujet carcéral soit pris à bras le corps par le Gouvernement, le ministre de la Justice et l'ensemble de la classe politique. Ce dérapage incontrôlé est le résultat d'une politique de normalisation carcérale qui vise à rapprocher le dedans du dehors : la vie en détention doit ressembler à la vie extérieure !

**L'UFAP UNSa Justice** dénonce les droits exorbitants accordés à une population pénale de plus en plus vindicative et violente. L'ordre et la discipline doivent être la règle établie dans les détentions ! La libéralisation carcérale va à l'encontre de nos missions de garde et de réinsertion.

Si la prison est une peine privative de liberté, il n'en demeure pas moins que la population pénale, qu'on le veuille ou non, est soumise à des obligations liées aux principes mêmes de la contrainte. L'exercice de la Liberté nécessite, pour l'individu et dans l'intérêt commun, l'apprentissage et le respect de normes et de règles. Si le temps de l'incarcération ne le permet pas, alors toute politique de réinsertion ou de lutte contre la récidive sera vaine. Bref, on n'est pas sorti de l'ornière...

Il est temps d'en finir avec les sorties de route. Si rien ne bouge, toute cette affaire n'aura été que beaucoup de bruit (de moteur) pour rien. Diligenter une enquête administrative pour désigner des responsables et couper des têtes changera-t-il fondamentalement quelque chose à la situation de l'établissement de Fresnes ou des prisons françaises, aux conditions d'exercice et aux missions des Personnels pénitentiaires ? La réponse, nous la connaissons déjà... La prochaine initiative du chef d'établissement de ST QUENTIN FALLAVIER, annonçant un foodtruck dans son établissement pour livrer des pizzas à nos pensionnaires s'ils sont gentils, en est d'ores et déjà une parfaite illustration... et pourquoi pas faire un Mac do aussi !

Si le ministre de la Justice, le DAP, le DI de Paris et le chef d'établissement de Fresnes ont perdu leur collier d'immunité en même temps que leur crédibilité, ce sont encore les Personnels pénitentiaires qui héritent du totem maudit et pâtissent de ce détournement de leurs missions pour la distraction et le bon plaisir de la population pénale !

**L'UFAP UNSA JUSTICE, 35 ANS D'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !**

Le Secrétaire Général,  
Emmanuel CHAMBAUD